

Scénarios pour l'année de consommation Octobre 2011 – Septembre 2012 pour 3 aires géographiques au Niger

Save the Children, Programme Alimentaire Mondial, financée par D.G. ECHO

Date: 03/01/2012

RESUME EXECUTIF

Les analyses de ce rapport prévoient des situations allant de préoccupantes (centre de Zinder) à très préoccupantes (Sud de Tessaoua et Mainie-Soroa) pour cette année de consommation (oct. 2011- sept 2012). Ceci surtout - mais non limité - aux ménages pauvres. Dans tous les cas, ces scénarios dévoilent une situation anormale, les populations de ces zones différentes ayant recours à des stratégies de survie, la plupart néfastes pour acheter de la nourriture et couvrir leurs autres besoins de survie (telles que migrer en plus grand nombre et plus longtemps, de façon permanente, retirer les enfants de l'école pour les faire travailler, vendre des biens productifs, s'engager dans des activités dangereuses ou illicites, réduire les rations et la diversité alimentaire sur une longue période, etc.) pendant cette année de consommation. Cette situation nécessite une intervention humanitaire au plus vite dans ces zones.

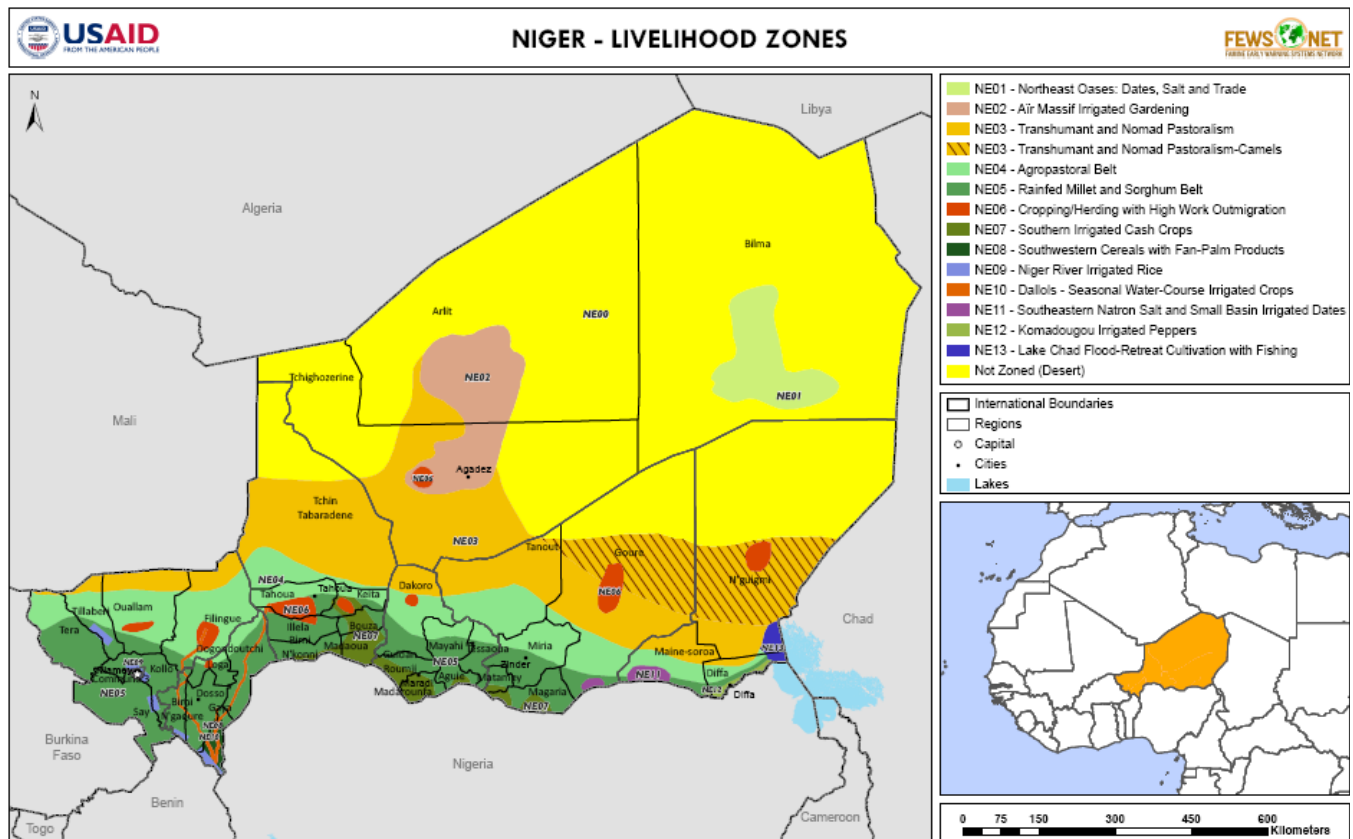
Comme défini ci-dessus, ces zones ont été choisies car se situant dans les aires d'opérations de Save the Children. Elles ne représentent pas toute leur zone de moyens d'existence car ces zones de moyens d'existence semblent comprendre des situations très différentes autant en année normale qu'en année difficile à l'intérieur d'une même zone et devraient donc être désagrégées. Cependant, ce qui peut être dit est que les aires géographiques présentées dans ce rapport ne sont traditionnellement pas les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Il est fort possible que la situation dans le reste du pays soit similaire ou plus grave.

CONTEXTE

Le Niger figure globalement parmi les pays les moins développés et les chocs que subit sa population contribuent à limiter son développement. Le niveau de pauvreté est accentué par les différents chocs survenant périodiquement au travers des années. Il est important de considérer chaque choc dans une perspective chronique et de prendre en compte le fait que les populations, perdant à chaque fois un peu plus de leur capital productif, ont de moins en moins de résilience face à ces chocs lorsque la fréquence de ces chocs s'accroît. En effet si les crises libyenne, nigériane et ivoirienne ont eu un impact ponctuel sur la situation des populations au Niger, la plupart des chocs restent chroniques et liés au prix des aliments et à la production (céréalière et/ou animalière) des ménages.

Suite aux notifications de mauvaise production et de hausse des prix dans ses zones d'intervention, Save the Children a engagé une évaluation des besoins dans les aires géographiques de Maradi (Sud de Tessaoua), Zinder (Centre de la Région de Zinder) et Diffa (Département de Maine-Soroa) pendant de 3 semaines (une semaine par zone) en novembre 2011 afin de comprendre la situation des populations.

LOCALISATION DE L'ANALYSE



Cette analyse a été réalisée pour les aires géographiques de Maradi (Sud de Tessaoua), Zinder (Centre de la Région de Zinder) et Diffa (Département de Maine-Soroa) qui correspondent aux aires d'opérations de Save the Children. Les deux premières sont situées dans la zone N05, zone agricole à dominance mil et sorgho, de la carte de moyens d'existence de FewNet ci-contre (bande vert moyen-fonce). La dernière se situe dans la zone de Moyen d'existence N04, zone agropastorale (bande vert clair).

NOTE ET RECOMMANDATION SUR LE ZONAGE DES MOYENS D'EXISTENCE AU NIGER

Conceptuellement, une zone de moyen d'existence devrait être plus ou moins homogène en situation normale et ne pas présenter des situations trop différentes. Une seule baseline est donc normalement suffisante pour la représenter. Cependant, au Niger, il y a plus d'une baseline par zone et les baselines tombent toutes dans les mêmes zones de moyens d'existence (N04, N05 et N07). Les autres zones ne sont pas couvertes. Dans une même zone de moyens d'existence, les baselines dévoilent des situations assez différentes en termes de sources de nourriture et revenu en situation normale. Ceci peut être expliqué par le fait que les zones de moyens d'existence telles que définies actuellement dans la carte de Fewsnat ci-dessus sont assez larges et comprennent des opportunités différentes de part leurs frontières différentes, climats différents, irrigation différentes et aussi des ethnies différentes. En année difficile, ces différences ressortent également. Vu que conceptuellement une même zone de moyen d'existence devrait présenter une situation similaire, une redéfinition de ces zones ne serait donc pas à exclure en prenant en compte ces aspects. Il serait aussi bon de réaliser des profils dans les zones de moyens d'existence non couvertes.

METHODOLOGIE

Les données de l'évaluation des besoins de Save the Children¹ ainsi que des données nationales (voir détails dans la partie *spécification du problème pour chacune des zones* ci-dessous) ont été utilisées pour comparer la situation actuelle à une situation de référence, en se basant sur l'approche économique des ménages (AEM).² Cet exercice est connu sous le nom d'*Outcome Analysis*.³ Cette analyse examine l'effet des aléas actuels sur l'économie des ménages en comparaison avec la situation de référence.⁴

Le modèle de l'outcome analysis en renseignant sur les conséquences des aléas - dans notre cas une faible production agricole et des prix relativement hauts - sur l'économie des ménages, permet d'évaluer l'aide nécessaire dont les ménages ont besoin pour survivre jusqu'au prochaines récoltes (septembre 2012). Une hypothèse que nous pouvons émettre en utilisant ce modèle est que si nous comprenons bien ce dont les ménages ont besoin pour survivre et que nous pouvons leur assurer leur minimum vital, les ménages éviteront de recourir à des stratégies entamant leur capital productif, tel que vendre plus de bétail que nécessaire pour assurer une dynamique du troupeau viable, vendre leurs semences pour accéder à la nourriture, ou les manger,

¹ La méthode de collecte des données de l'évaluation des besoins suit les principes de la AEM en termes de désagrégation des moyens d'existence et des groupes de richesse. Au niveau de chaque zone, 6 villages déficitaires ont été visités par les équipes avec la participation dans certains départements des représentants du CSRPGCA. Au niveau de chaque village la population a été classée en groupe socio économique et chaque groupe a été interrogé sur ses sources de nourriture, revenu et dépense pour les trois derniers mois après la récolte. Ils ont également été interrogés sur leur récolte de 2011 et leurs stratégies d'adaptation pour les prochains mois.

² L'AEM : L'approche économique du ménage est une approche basée sur le cadre des moyens d'existence. Elle analyse la façon dont les ménages accèdent à la nourriture et au revenu afin de survivre et prospérer. Elle identifie si les ménages ont suffisamment pour ce faire, autant en année normale (étude de référence) qu'en année difficile (spécification du problème).

³ L'Outcome Analysis: une fois les études de référence faites et compilées, elles peuvent être utilisées de façon régulière pour suivre la situation des ménages dans la zone de moyens d'existence ou comprendre et simuler l'effet de chocs sur l'économie des ménages. Ceci jusqu'à ce que des changements significatifs des moyens d'existence se produisent (par exemple, implantation d'une grande usine changeant la façon des gens de vivre dans la zone ou abandon d'un type de moyens d'existence par toute une zone).

⁴ Année 2006/7 pour le Sud de Tessaoua, année 2008/9 pour le centre de Zinder et année 2009/10 pour Maine-Soroa

réduire leur portions alimentaires, retirer les enfants de l'école, les faire travailler, réduire les couts alloués aux services essentiels, etc..

L'outcome analysis repose sur des pourcentages définis par le changement qui a eu lieu entre l'année de référence et l'année en cours. La spécification du changement (appelée spécification du problème) se donne en pourcentage entre l'année actuelle et l'année de référence (spécification du problème = année actuelle/année de référence * 100). Par exemple, une spécification du problème de 125% dans cette analyse signifie une augmentation de prix de 25% entre l'année en cours et l'année de référence.

Les années de référence pour ces zones (année 2006/7 pour le Sud de Tessaoua, année 2008/9 pour le centre de Zinder et année 2009/10 pour Maine-Soroa) ont été choisies car elles n'étaient ni bonnes, ni mauvaises pour les habitants de cette zones en particulier, sauf en ce qui concerne Maine-Soroa (voir explication dans la partie 3).

La spécification du problème a été définie pour l'ensemble de l'année de consommation (octobre 2011-septembre 2012) – voir calendrier saisonnier en annexe. Cependant, étant donné que l'analyse repose en partie sur des estimations quant aux opportunités futures (emploi lié à la construction, emploi agricole pour la prochaine saison, etc.) il est toujours conseillé de répéter l'exercice dans quelques mois pour réévaluer la situation. Dans le cadre de cette analyse, la spécification du problème a été réalisée pour la production céréalière et animale, pour les activités rémunératrices entreprises par les ménages, ainsi que pour les prix. Les estimations quant il y en a eu, ont été faites avec l'appui des équipes de terrain et d'experts nationaux.

LES DIFFERENTS SEUILS

Le **seuil de survie** est le revenu total nécessaire à couvrir 100% des besoins en kilocalorie pour le ménage, les couts associés à la préparation de la nourriture, à l'éclairage de base, et les dépenses en eau (si le ménage l'achète).

Le **seuil de protection de moyen d'existence** est le revenu nécessaire à assurer le seuil de survie (voir ci-dessus), le revenu nécessaire à maintenir l'accès aux services essentiels (école, sante, etc.), à maintenir les moyens d'existence (production, commerce, etc.) sur le long terme et à maintenir un standard de vie de base acceptable (achat de condiments, sucre, etc.)

Parfois les deux seuils sont représentés en Kcal et non en termes monétaires. Pour ceci, la conversion se fait en se basant sur le prix de la céréale de base

1. Tessaoua Sud - (zone agricole à dominance mil et sorgho)

Pendant l'évaluation initiale des besoins menée par Save the Children, le sud de Tessaoua a été couvert. Une baseline AEM existant pour cette aire géographique, nous avons été à même d'employer nos données pour analyser la situation subsistant pour cette année de consommation (oct. 2011 – sept 2012) à cet endroit en utilisant le scénario décrit dans la spécification du problème ci-dessous.

SPECIFICATION DU PROBLEME POUR CETTE ZONE

Production céréalière et de rente

Les données de production ont été collectées dans les zones affectées au travers de groupes de discussion et d'interview d'informateurs-clé, dont des services étatiques.

Les pourcentages ci-dessous proviennent de la comparaison entre la production de 2006 (l'année de référence pour la baseline qui était considérée comme une année normale) et 2011.

- Afin de trouver la spécification du problème pour les récoltes céréalières, nous avons utilisés des données pour la production du mil, sorgho et niébé. Ceci nous donne :
 - 30% de mil récoltés (i.e. 70% de réduction par rapport à l'année 2006)
 - 16% de sorgho (i.e. 84% de réduction par rapport à l'année 2006)
 - 29% de niébé (i.e. 71% de réduction par rapport à l'année 2006)
- Les données de l'arachide et du sésame n'étaient pas disponible. Pour les trouver, nous avons pris le niébé comme proxy. Nous avons donc estime leur récolte à 29% en comparaison avec l'année 2006. Notons cependant que bien qu'ayant une contribution dans l'économie des ménages, ces deux cultures ne sont pas les plus importantes.
- Les données pour la vente de paille n'étant pas non plus disponibles, nous avons pris la moyenne des productions du mil et sorgho comme proxy car le mil et le sorgho forment la majorité de la paille. Nous avons donc une spécification du problème pour la paille de 23% (ou 67% de réduction par rapport a l'année de référence).

Production animale

- Selon FEWSNET, les effectifs du cheptel national sont réduits sous les effets conjugués du déficit fourrager de 2009/10 et de la forte dépendance sur les ventes d'animaux pour satisfaire les besoins en céréales et en aliment bétail avec des termes de l'échange défavorables. Globalement, entre février et juin 2010, les ménages pastoraux pauvres ont vendu 50% de leur bétail, à des prix bas, pour satisfaire les besoins alimentaires essentiels. Selon la direction de l'élevage de Tessaoua, les taux de croit appliqués sont les suivants: Bovins 6%, ovins 3,5%, caprins 4% et camelin 1,5%. Nous avons donc pris ces chiffres pour décrire la proportion du bétail au début de cette année de consommation (Octobre 2011). En nous basant sur les proportions de perte de bétail vécues dans les années difficiles, nous avons estimé que l'année de consommation se finirait avec 50% en moins qu'a son début (septembre 2012).
- Etant donné que la saison des pluies a été irrégulière et les pâturages pas tous régénérés, et que la taille des troupeaux a diminué depuis l'année de référence, la production de lait a été estimée 45% de celle de l'année de référence.

Prix sur les marchés

Lorsque nous avons pu le faire, nous avons utilisés les données nationales pour la spécification du problème des prix.

- Les spécifications suivantes proviennent des statistiques nationales. Nous avons comparé les prix de novembre 2011 à ceux de novembre 2006. Cependant, vu la situation du Nigeria et les réductions de subsides sur le carburant au Nigeria, il est fort probable que ces prix augmenteront drastiquement pendant l'année de consommation. Ceci aurait donc un impact fort sur l'économie des ménages et les déficits actuels observés seront encore amplifiés.
 - Le prix du mil a augmenté de 57% par rapport à l'année de référence
 - Le prix du sorgho a augmenté de 23% par rapport à l'année de référence
 - Le prix du niébé a augmenté de 27% par rapport à l'année de référence
- Pour le prix des caprins nous avons pris la différence entre le prix actuel auquel nous avons ajouté une diminution de 20% pour refléter la diminution des prix habituelle dans une année de mauvaise pluviométrie (cette diminution peut être plus forte que 20% dans une mauvaise année) et le prix en année de référence.
 - Le prix des caprins est à 88% de celui de l'année de référence
 - Le prix des ovins est à 153% de celui de l'année de référence, soit 53% d'augmentation par rapport à l'année de référence.
- Pour les bovins, nous avons pris la même spécification que pour les ovins étant donné le régime alimentaire de ces animaux. Nous avons émis cette hypothèse car nous n'avons pas les données nécessaires pour les bovins.
- Pour les autres cultures, nous ne disposons pas de données. Nous avons, tout comme pour les données de production, pris le niébé comme proxy pour l'arachide et le sésame. Le prix a donc été fixé à 127% du prix de 2006. Soit 27% d'augmentation par rapport à l'année de référence.

Activités rémunératrices des ménages:

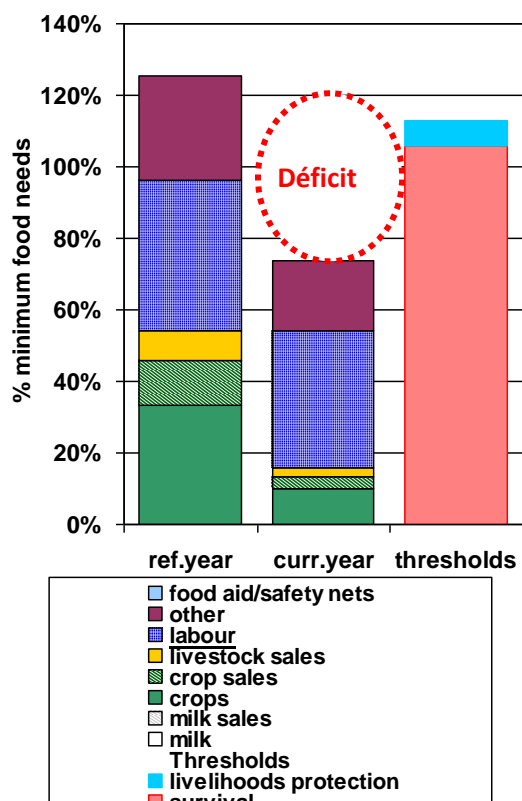
Dans la spécification du problème, pour le travail agricole, nous avons pris les estimations suivantes.

- La rémunération liée au travail agricole n'a pas été aussi profitable qu'en année de référence pour les populations. Pendant les récoltes passées, le nombre de personnes des ménages défavorisés voulant travailler restait inchangé ou a même augmenté, démographie oblige, par rapport aux récoltes de l'année de référence mais l'offre de travail était plus faible. Basé sur l'avis d'experts nationaux, la spécification du problème pour les salaires agricoles a été évaluée à 85% des salaires de l'année de référence (soit 15% de réduction).
- Les opportunités en termes de travail agricoles (quantité) au moment des récoltes passées, nous avons pris les mêmes conclusions que pour la production céréalière et de niébé, soit 30%. Ceci car logiquement, si la production baisse de 70%, les opportunités de travail devraient baisser dans les mêmes mesures.
- En ce qui concerne les opportunités en termes de travail agricole pour la préparation des terres qui va se dérouler en 2012, nous avons préféré garder la même situation que pendant l'année de référence. Ces travaux vont en effet être faits dans le futur et nous ne pouvons actuellement pas savoir s'il y aura une diminution de ces opportunités de travailler ou non. Nous ne savons pas si cette prochaine saison sera bonne ou non.

- Lors de l'étude de référence, nous avons demandé aux populations quelles étaient leurs stratégies d'adaptation en cas de choc. Les données de ces stratégies ont alors été entrées dans la base de données.⁵
- Nous avons estimé que les opportunités de travailler dans la construction allaient diminuer. En effet, le nombre d'opportunités de travail dépend de points d'eau et certains ont un niveau d'eau déjà bas actuellement. Nous avons donc estimé qu'il y aurait une réduction de 15% de ces opportunités en comparaison avec l'année de référence. Nous n'avons pas estimé que cette baisse soit réellement suffisante pour accuser une baisse de salaires par rapport à l'année de référence. Nous avons donc laissé la spécification du problème à 100% pour les salaires.
- Nous avons également laissé les salaires venant de l'auto-emploi à 100% (pas de changement avec l'année de référence). Nous avons défini de même pour le nombre d'opportunités (quantité).
- Nous avons également estimé que le revenu lié au petit commerce n'allait pas changer en comparaison avec l'année de référence. Nous avons défini de même pour le nombre d'opportunités (quantité).
- Nous avons défini que les prix de la paille allaient augmenter, la paille étant plus rare. Nous avons pris comme proxy, la variation du prix du mil. Ceci nous donne une augmentation de 57% par rapport à l'année de référence. En ce qui concerne les opportunités de vendre la paille, nous avons estimé qu'il y aurait une baisse de 70% en adéquation avec la production céréalière de cette année.

Inflation

- Nous avons pris les données nationales pour calculer le taux d'inflation composée entre l'année de référence (2006) et cette année. L'inflation calculée est à 120%, soit 20% d'augmentation.



RESULTATS-CLE

Les groupes pauvres et très pauvres sont dans une situation similaire et nous avons décidé de donner les résultats pour l'un de ces deux groupes, celui des pauvres. Selon le scénario choisi pour cette analyse tels qu'expliqué ci-dessus, les deux autres groupes de richesse, moyens et aisés, n'ont pas de déficits de leurs seuils de protection des moyens d'existence et de survie.

Les ménages des groupes très pauvres et pauvres n'avaient pas de déficit pendant l'année de référence. Cependant, cette année ils ne parviennent pas à couvrir leurs besoins de base, comme l'indique le graphique ci-dessous. Nous pouvons y voir des déficits sur les seuils de survie et de protection. Le déficit du seuil de survie se situe entre 30% et 35% indique que les ménages de ce groupe parviennent uniquement à couvrir entre 65% et 70% de leur besoin. Ceci après avoir pris en compte les stratégies d'adaptation non destructives que ces ménages mettent en route lors de chocs. Le déficit du seuil de protection se situe entre 5% et 10%. Ceci signifie,

⁵ Pour l'exode saisonnier, l'adaptation est de doubler cette stratégie en mauvaise année. Ce doublement étant déjà pris en compte, nous avons gardé la spécification du problème pour la rémunération provenant de l'exode saisonnier à 100%. Nous avons fait de mêmes pour les rémunérations en nature provenant de l'exode.

pour ces ménages, recourir à des stratégies négatives et entamer leur capital productif pour accéder principalement à de la nourriture.

Il est bon de noter que si ces ménages décident de quadrupler leur stratégie de migration saisonnière, leur seuil de survie sera réduit à 8%. Cependant, une telle stratégie n'est pas possible dans tous les ménages et n'est pas sans coût pour les enfants et autres personnes plus vulnérables. En effet, elle implique que tous les bras valides, y compris les femmes la plupart du temps, partent en migration. Le coût d'une telle stratégie aurait, entre autres effets, des conséquences négatives sur le statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans.

Le graphique ci-contre montre les sources de nourriture d'un ménage type pauvre pendant l'année de référence (barre à gauche) et après le choc (barre du milieu). Le graphique de droite montre, en termes de kilocalories, le pourcentage nécessaire pour couvrir les besoins alimentaires et autres besoins de base qui composent le seuil de survie (rose) et le seuil nécessaire à maintenir pour protéger les moyens d'existence (rose + bleu). Nous pouvons voir que la situation actuelle dans laquelle ces ménages sont, est déficitaire de 40% (barre du milieu vs barre de droite).

Comme chaque outcome analysis fait dans une région choisie, ces résultats ne sont pas extrapolables à tout le Niger. Cependant, Tessaoua étant dans une région favorisée du Niger, il est fortement possible que la situation d'autres zones soit également difficile si ce n'est plus difficile.

NOTE AU SUJET DE L'ANALYSE POUR CETTE AIRE

Comme indiqué dans la partie de la spécification du problème ci-dessus, des hypothèses ont été émises et des proxy utilisés lorsque nous n'avions pas les données de statistiques nationales ou de notre évaluation des besoins. Nous avons imaginé ces hypothèses et pris ces proxy afin de refléter la situation la plus adéquatement possible pour la totalité de l'année de consommation (oct. 2011-sept 2012). Ces hypothèses peuvent être discutées et révisées. Cependant, il est bon de noter que même si nous n'avions pris que les données de prix et de production, nous aurions des déficits déjà importants au niveau des seuils de survie et évidemment aussi du seuil de protection des moyens d'existence chez les groupes de richesse très pauvres et pauvres.

RECOMMANDATIONS EN TERMES D'INTERVENTION POUR LE SUD DE TESSAOUA

- Le déficit en termes de seuil de survie basé sur cette analyse est en ce moment entre 30% et 35% des besoins alimentaires sur l'année pour les groupes pauvres. Ces groupes ont déjà entamé leur seuil de protection de 7%.
- En termes d'intervention, les déficits actuels devraient nécessiter un apport alimentaire en termes de transferts monétaires ou distributions de nourriture par ménage et pour l'année. Pour le calculer, il est important de prendre en compte les prix actuels de la nourriture.
- De toutes les manières il est crucial de suivre le cours des prix des céréales principales sur les marchés au Niger. Ceci afin d'indexer les changements de prix aux interventions.
- Il serait bon d'obtenir des informations chiffrées plus précises sur les opportunités rémunératrices des ménages.

2. Centre de la Région de Zinder - zone agricole à dominance mil et sorgho

Pendant l'évaluation initiale des besoins menée par Save the Children, le centre de la région de Zinder a également été couvert. Une baseline AEM existant aussi pour cette aire géographique, nous avons été à même d'employer nos données pour analyser la situation subsistant pour cette année de consommation (oct. 2011 – sept 2012) à cet endroit en utilisant le scénario décrit dans la spécification du problème ci-dessous.

SPECIFICATION DU PROBLEME

Les pourcentages ci-dessous proviennent de la comparaison entre la production de 2008 (l'année de référence) et 2011. L'année de référence était considérée comme une année difficile dans la plupart du pays.

Production céréalière et de rente

Les données de production ont été collectées dans les zones affectées au travers de groupes de discussion et d'interview d'informateurs-clé, dont des services étatiques.

Production céréalière:

- 49% de mil récoltés (i.e. 51% de réduction par rapport à l'année 2008)
- 13% de sorgho (i.e. 87% de réduction par rapport à l'année 2008)
- 7% de niébé (i.e. 93% de réduction par rapport à l'année 2008)
- 27% d'arachide (i.e. 73% de réduction par rapport à l'année 2008)
- 133% de sésame (i.e. 33% d'augmentation par rapport à l'année 2008)
- Les données pour la vente de paille n'étant pas non plus disponibles, nous avons pris la moyenne des productions du mil et sorgho comme proxy car le mil et le sorgho forment la majorité de la paille. Nous avons donc une spécification du problème pour la paille de 31% (ou 69% de réduction par rapport à l'année de référence).

Production animale

Globalement, entre février et juin 2010, les ménages pastoraux pauvres seraient à 64% de l'effectif de cheptel qu'ils avaient en 2008 à la même époque. Ceci signifie qu'il y a eu une réduction de 46% du cheptel depuis l'année de référence. Ce chiffre présente la situation au début de cette année de consommation. Il est possible d'estimer que ce chiffre baisse encore d'environ 10% pendant l'année de consommation actuelle pour les groupes pauvres, tel qu'il a été le cas pour d'autres années lorsque la pluviométrie n'avaient pas été satisfaisante.

Prix sur les marchés

Lorsque nous avons pu le faire, nous avons utilisé les données nationales pour la spécification du problème des prix. A cela nous avons appliqué une estimation liée à la hausse des prix due au transport telle que déjà reportée dans cette aire géographique. Cependant, tout comme au Sud de Tessaoua, il est fort probable que ces prix augmenteront plus que défini car la situation au Nigeria n'est pas satisfaisante cette année. Ceci aurait donc un impact plus important que déjà estimé dans le scénario de prix ci-dessous et les déficits actuels observés seront amplifiés.

- Le prix du mil a augmenté de 12% par rapport à l'année de référence.⁶ Cependant, étant donné les contraintes actuelles liées à l'augmentation du prix du carburant, il a été estimé que ce prix pourrait continuer à augmenter de 40%. Nous avons utilisé la même hypothèse pour le sorgho.
- Selon les données nationales, le prix du niébé a augmenté de 22% par rapport à l'année de référence et celui des arachides et sésame a diminué de 43%. Ces cultures étant locales, nous n'avons pas considéré la hausse de carburant en ce qui les concerne.
- Pour les prix des animaux, nous avons utilisé les données nationales pour le mois de décembre et projeté une diminution de prix de 40% tel qu'existant en année de faible pluviométrie.⁷ Ceci nous donne tout de même une augmentation de prix de 10% par rapport à 2008 pour les bovins, une augmentation de 54% pour les caprins et une augmentation de 10% pour les ovins.

Activités rémunératrices des ménages:

Dans la spécification du problème, pour les activités rémunératrices des ménages, nous avons pris les estimations suivantes.

- La rémunération liée au travail agricole n'a pas été aussi profitable qu'en année de référence pour les populations. Pendant les récoltes passées, le nombre de personnes des ménages défavorisés voulant travailler restait inchangé par rapport aux récoltes de l'année de référence mais l'offre de travail était plus faible. Basé sur l'avis d'experts nationaux, la spécification du problème pour les salaires agricoles a été évaluée à 85% des salaires de l'année de référence (soit 15% de réduction).
- Les opportunités en termes de travail agricoles (quantité) au moment des récoltes passées, nous avons pris les mêmes conclusions que pour la production céréalière, soit 31%. Ceci car logiquement, si la production des cultures les plus importantes dans la zone baisse de 31%, les opportunités de travail devraient baisser dans les mêmes mesures.
- En ce qui concerne les opportunités en termes de travail agricole pour la préparation des terres qui va se dérouler en 2012, nous avons préféré garder la même situation que pendant l'année de référence. Ces travaux vont en effet être faits dans le futur et nous ne pouvons actuellement pas savoir s'il y aura une diminution de ces opportunités de travailler.
- Lors de l'étude de référence, nous avons demandé aux populations quelles étaient leurs stratégies d'adaptation en cas de choc. Les données de ces stratégies ont été alors entrées dans la base de données. Pour l'exode saisonnier, l'adaptation est de doubler cette stratégie en mauvaise année. Cependant, les opportunités de doubler l'exode saisonnier est limitée par l'instabilité au Nigeria pour cette aire géographique. Nous avons donc défini que la possibilité de doubler cette stratégie serait limitée d'environ 15% et se situe donc à 85% de ce qui fut faisable pendant d'autres années de crise.
- Nous avons estimé que les opportunités de travailler dans la construction allaient diminuer. En effet, le nombre d'opportunités de travail dépend de points d'eau et certains ont un niveau d'eau déjà bas actuellement. Nous avons donc estimé qu'il y aurait une réduction de 15% de ces opportunités en comparaison avec l'année de référence. Nous n'avons pas estimé que cette baisse soit réellement suffisante pour accuser une baisse de salaires par rapport à l'année de référence. Nous avons donc laissé la spécification du problème à 100% pour les salaires.

⁶ Moyenne des prix sur les marchés de Magaria et Dungass.

⁷ En effet, les pâturages et les marres étant plus rares qu'en année normale, les animaux s'affaiblissent et sont vendus en plus grand nombre sur les marchés

- Nous avons également laissé les salaires venant de l'auto-emploi à 100% (pas de changement avec l'année de référence). Nous avons défini de même pour les nombre d'opportunités (quantité).
- Nous avons également estimé que le revenu lié au petit commerce n'allait pas changer en comparaison avec l'année de référence. Nous avons défini de même pour les nombre d'opportunités (quantité).
- Nous avons défini que les prix de la paille allaient augmenter, la paille étant plus rare. Nous avons pris comme proxy, la variation du prix du mil. Ceci nous donne une augmentation de 40% par rapport à l'année de référence si l'on prend en compte les contraintes actuelles sur les marchés. En ce qui concerne les opportunités de vendre la paille, nous avons estimé qu'il y aurait une baisse de 69% en adéquation avec la production céréalière de cette année.

Inflation

- Nous avons pris les données nationales pour calculer le taux d'inflation composée entre l'année de référence (2008) et cette année. L'inflation calculée est de 8%.

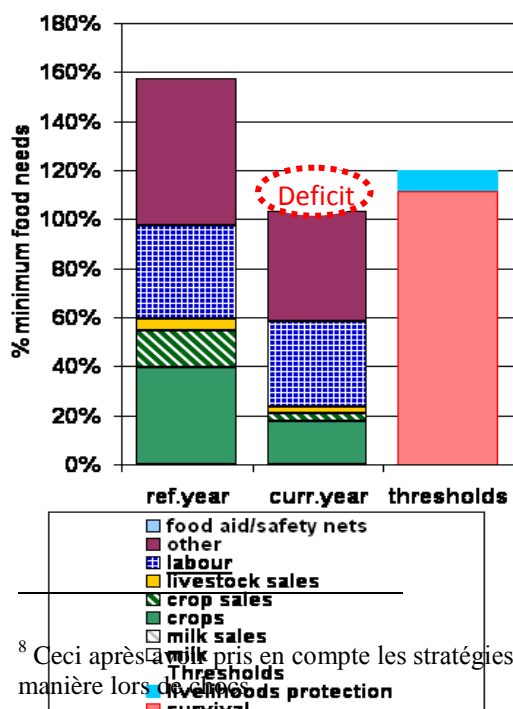
RESULTATS-CLE

Aucun des 4 groupes de richesse (très pauvres, pauvres, moyens et riches) n'avaient de déficit dans la situation de référence.

Selon ce scénario, les ménages des groupes moyens et riches n'ont pas de déficit pendant l'année de consommation (oct. 2011-sept 2012). Cependant, les groupes des moyens sont à la limite. Les groupes socio-économiques très pauvres et pauvres observent tous des situations anormales et difficiles. Leur situation étant un peu différentes, nous allons donc désagréger leurs résultats.

- TRES PAUVRES

Cette année ils ne parviennent pas à couvrir leurs besoins de base, comme l'indique le graphique ci-dessous. Nous pouvons y voir des déficits sur les seuils de survie et de protection. Le déficit du seuil de survie se situe à environ 10%.



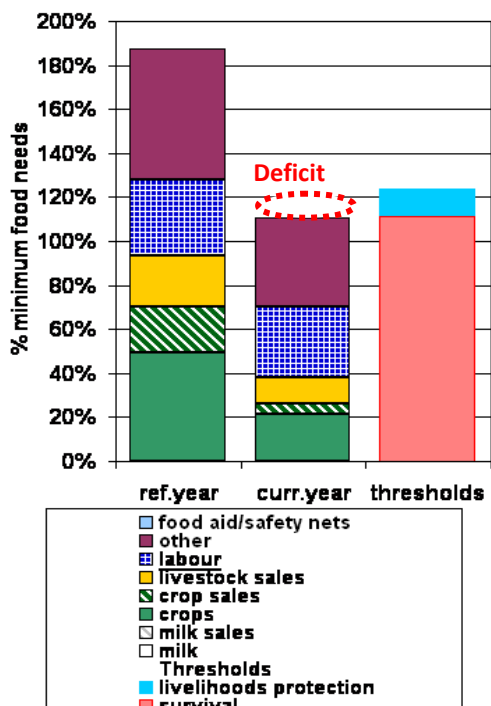
Ceci indique que ces ménages parviennent uniquement à couvrir environ 90% de leur besoin de survie.⁸ Le déficit du seuil de protection se situe également à environ 10%. Ceci signifie que ces ménages recourent à des stratégies négatives et entament leur capital productif pour accéder principalement à de la nourriture.

Le graphique ci-contre montre les sources de nourriture d'un ménage très pauvre typique pendant l'année de référence (barre à gauche) et après le choc (barre du milieu). Le graphique de droite montre, en termes de kilocalories, le pourcentage nécessaire pour couvrir les besoins alimentaire et autres besoin de base qui composent le seuil de survie (rose) et le seuil nécessaire à maintenir

⁸ Ceci après avoir pris en compte les stratégies d'adaptation non destructives que ces ménages mettent en route de toute manière lors de chocs

pour protéger les moyens d'existence (rose + bleu). Nous pouvons voir que la situation actuelle dans laquelle ces ménages sont, est déficitaire d'environ 20% (barre du milieu vs barre de droite). Selon ce scénario, leur situation, bien que n'atteignant pas le niveau de difficulté de celui du Sud de Tessaoua, est alarmante.

- PAUVRES



Si les ménages de ce groupe parviennent toujours à couvrir leur besoin de survie, cela se fait au détriment de leurs moyens d'existence. En effet, afin à couvrir leurs besoins de survie (nourriture principalement), ces ménages procèdent à des stratégies néfastes. Ainsi ces ménages ont déjà entamé entre 10% et 15% de leurs moyens d'existence.

RECOMMANDATIONS EN TERMES D'INTERVENTION POUR LE CENTRE DE ZINDER

- Avec ce scénario, et en termes d'intervention, les déficits actuels devraient nécessiter un apport équivalent à environ 35,000 FCFA par ménage et pour l'année (à nouveau sans compter l'inflation au delà du seuil déjà défini) pour les ménages du groupe très pauvre et à environ 25,000 FCFA par ménage et pour l'année pour les groupes pauvres.
- De toutes les manières il sera nécessaire de suivre le cours des prix des céréales principales sur les marchés au Niger. Ceci afin d'indexer les changements de prix aux interventions. Tout comme dans le cas du Sud de Tessaoua, cette inflation est possible et dépend de plusieurs facteurs tels que le taux de change entre le FCFA et le Naira (si le Naira continue à monter, il se peut que les stocks céréaliers du Niger soient vendus au Nigeria), le prix du carburant, etc.
- Il serait bon également bon d'obtenir des informations chiffrées plus précises sur les opportunités rémunératrices des ménages.

Département de Maine-Soroa - Zone de moyen d'existence agropastorale)

La dernière aire couverte par cette analyse est le département de Maine Soroa. Une baseline AEM existant aussi pour cette aire géographique, nous avons été à même d'employer nos données pour analyser la situation subsistant pour cette année de consommation (oct. 2011 – sept 2012) à cet endroit en utilisant le scénario décrit dans la spécification du problème ci-dessous. L'année de référence choisie a été 2009/10.

SPECIFICATION DU PROBLEME

Production céréalière et de rente

Les données de production nationales pour 2011 ne sont pas encore validées. Nous avons donc utilisé les données de production collectées par les équipes de Save the Children sur le terrain.

Comme pour les deux autres zones, les données de production ont été collectées dans les zones affectées au travers de groupes de discussion et d'interview d'informateurs-clé, dont les services de l'Etat.

Les pourcentages ci-dessous proviennent de la comparaison entre la production de 2009 (l'année de référence pour la baseline qui était considérée comme une année normale) et 2011.

- 33% de mil récoltés (i.e. 67% de réduction par rapport à l'année 2009)
- Nous n'avons pas de données pour le chou et l'oignon, car ces deux cultures seront cultivées plus tard dans l'année. Nous avons donc préféré considérer qu'aucun changement n'avait eu lieu pour ces deux cultures par rapport à l'année de référence.

Production animale

Selon le directeur de l'élevage de Maine Soroa, il y a une réduction de la taille du troupeau dans le département depuis 2010. Il pense que le taux de réduction est compris entre 30 et 40%. Nous avons donc défini dans l'analyse, qu'il y a eu 35% de réduction sur le bétail par rapport à la même période de l'année de référence, c'est-à-dire la fin 2009. Comme en mauvaise année, il y a toujours une baisse additionnelle du bétail pendant l'année, nous avons défini qu'il y aurait encore une diminution d'environ 10% du bétail au cours de cette année de production.

Selon le directeur de l'élevage de Maine Soroa, il y a une chute de la production du lait à cause de mortalité des animaux en âge de produire le lait et le déficit en fourrage. Déjà on constate l'achat massif des condiments chez les pasteurs, ce qui témoigne la chute de la production du lait. Le directeur n'est pas en mesure de donner un taux de réduction. La réduction de la production de lait a été estimée à 45% par rapport à l'année de référence pour ces groupes.

Prix sur les marchés

Lorsque nous avons pu le faire, nous avons utilisé les données nationales pour la spécification du problème des prix. A cela nous avons appliqué une estimation liée à la hausse des prix due au transport telle que déjà reportée dans cette aire géographique. Cependant, tout comme au Sud de Tessaoua et au centre de Zinder, il est fort probable que ces prix augmenteront plus que défini car la situation au Nigeria n'est pas satisfaisante

cette année. Ceci aurait donc un impact plus important que déjà estimé dans le scénario de prix ci-dessous et les déficits actuels observés seront amplifiés.

- Le prix du mil sur le marché de Maine a augmenté de 2% par rapport à l'année de référence. Cependant, étant donné les contraintes actuelles liées à l'augmentation du prix du carburant, il a été estimé que ce prix pourrait continuer à augmenter de 20%.
- Nous n'avons pas encore d'indication en ce qui concerne les prix du chou et de l'oignon, étant donné que ces cultures ne sont pas encore réalisées. Nous avons donc défini que la situation serait similaire à celle de l'année de référence. Nous n'avons pas non plus estimé qu'il y aurait un impact du prix du transport sur les prix de ces deux cultures car leur vente reste très localisée.
- Pour les prix des animaux, nous avons utilisé les données nationales pour le mois de décembre et projeté une diminution de prix de 40% tel qu'existant en année de faible pluviométrie.⁹ Ceci nous donne une réduction du prix pour les bovins de 24% par rapport à l'année de référence et une diminution de 11% pour le prix de la chèvre. En ce qui concerne les ovins, nous n'avons pas obtenu des données précises et avons donc préféré garder la même variation que pour les prix des bovins.

Activités rémunératrices des ménages:

Dans la spécification du problème, pour le travail agricole, nous avons pris les estimations suivantes.

- La rémunération liée au travail agricole n'a pas été aussi profitable qu'en année de référence pour les populations. Pendant les récoltes passées, le nombre de personnes des ménages défavorisés voulant travailler restait inchangé ou a même augmenté par rapport aux récoltes de l'année de référence mais l'offre de travail était plus faible. Basé sur l'avis d'experts nationaux, la spécification du problème pour les salaires agricoles a été évaluée à 85% des salaires de l'année de référence (soit 15% de réduction).
- Les opportunités en termes de travail agricoles (quantité) au moment des récoltes passées, nous avons pris les mêmes conclusions que pour la production céréalière, soit 67% de diminution. Ceci car logiquement, si la production des cultures les plus importantes dans la zone baisse de 67%, les opportunités de travail devraient baisser dans les mêmes mesures.
- En ce qui concerne les opportunités en termes de travail agricole pour la préparation des terres qui va se dérouler en 2012, nous avons préféré garder la même situation que pendant l'année de référence. Ces travaux vont en effet être faits dans le futur et nous ne pouvons actuellement pas savoir s'il y aura une diminution de ces opportunités de travailler.
- Lors de l'étude de référence, nous avons demandé aux populations quelles étaient leurs stratégies d'adaptation en cas de choc. Les données de ces stratégies ont été alors entrées dans la base de données. Pour l'exode saisonnier, l'adaptation est, dans les deux zones ci-dessus, de doubler cette stratégie en mauvaise année. Cependant, l'année de référence 2009/10 n'a pas permis un doublement de la stratégie de migration. Cette année, cette stratégie est fortement limitée par la situation sécuritaire du Nigeria de part sa proximité avec la zone affectée par les tensions actuelles au Nord. La possibilité d'aller au lac Tchad est aussi affectée par les prix bas du travail pratiqué sur place. La possibilité d'aller dans d'autres villes du pays est assez coûteuse. De même pour aller en Libye. Cette limitation peut être accentuée ce qui aurait un effet critique sur la sécurité alimentaire des ménages de cette zone qui est déjà mauvaise. Nous avons donc défini les possibilités de migration à 15%.

⁹ En effet, les pâturages et les marres étant plus rares qu'en année normale, les animaux s'affaiblissent et sont vendus en plus grand nombre sur les marchés

- Nous avons estimé que les opportunités de travailler dans la construction allaient diminuer. En effet, le nombre d'opportunités de travail dépend de points d'eau et certains ont un niveau d'eau déjà bas actuellement. Nous avons donc estimé qu'il y aurait une réduction de 15% de ces opportunités en comparaison avec l'année de référence. Nous n'avons pas estimé que cette baisse soit réellement suffisante pour accuser une baisse de salaires par rapport à l'année de référence. Nous avons donc laissé la spécification du problème à 100% pour les salaires.
- Nous avons également laissé les salaires venant de l'auto-emploi à 100% (pas de changement avec l'année de référence). Nous avons défini de même pour les nombre d'opportunités (quantité).
- Nous avons également estimé que le revenu lié au petit commerce n'allait pas changer en comparaison avec l'année de référence. Nous avons défini de même pour les nombre d'opportunités (quantité).

Inflation

- Nous avons pris les données nationales pour calculer le taux d'inflation composée entre l'année de référence (2009/10) et cette année. L'inflation calculée est de 4%.

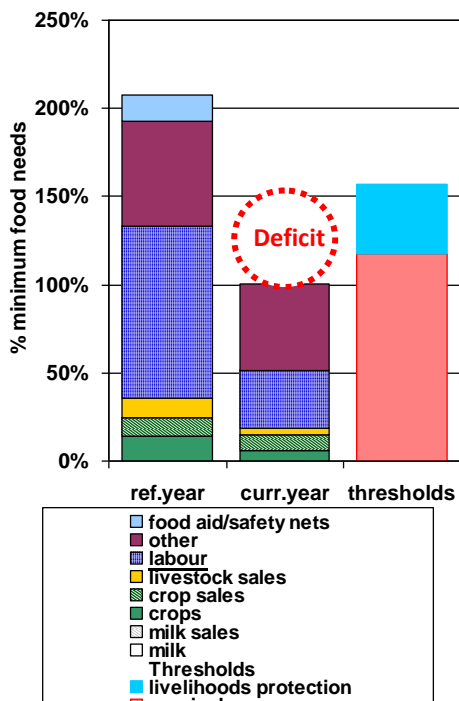
RESULTATS-CLE

Aucun des 4 groupes de richesse (très pauvres, pauvres, moyens et riches) n'avaient de déficit dans la situation de référence.

Selon ce scénario, tous les groupes observent des déficits pendant l'année de consommation (oct. 2011-sept 2012). Comme pour le scénario du Centre de Zinder, nous allons désagréger les résultats par groupe socio-économique.

- **MOYENS ET AISES**

Les groupes des aisés et des moyens ne pourront maintenir leurs moyens d'existence pendant cette année ce qui aura pour conséquence de les pousser dans la pauvreté. Ces ménages n'ont actuellement pas de déficit de leurs seuils de survie. Cependant, si rien n'est fait, les moyens auront entamé leur seuil de protection des moyens d'existence d'environ 40% en septembre 2012, pour couvrir leur besoins de survie. Les aisés l'auront fait d'env. 20%. Pour permettre à ces ménages de survivre jusqu'à fin septembre 2012 sans mettre en danger leurs moyens d'existence, il faudrait ne pas les oublier dans les interventions humanitaires. Néanmoins, les données de migration et les envois d'argent doivent être collectées à nouveau pendant la saison chaude pour bien comprendre les possibilités que ces ménages ont de s'en sortir.



- **PAUVRES ET TRES PAUVRES**

Cette année ils ne parviennent pas à couvrir leurs besoins de base, comme l'indique le graphique ci-contre. Nous pouvons y voir des déficits sur les seuils de survie et de protection. Le déficit du seuil de survie des ménages des groupes pauvre et très pauvre se situe aux alentours de 20%. Ceci indique que ces ménages parviennent uniquement à couvrir env. 80% de leur besoin de survie. Le déficit du seuil de protection des moyens d'existence se situe également à environ 40% pour ces deux groupes. Ceci signifie que ces ménages recourent à des stratégies négatives et auront entamé env. 40% de

leur moyens d'existence pour accéder principalement à de la nourriture. Selon ce scénario, leur situation est très préoccupante et anormale en ce moment.

RECOMMANDATIONS EN TERMES D'INTERVENTION POUR LE DEPARTMENT DE MAINE-SOROA

- Avec ce scénario, et en termes d'intervention, les déficits actuels devraient nécessiter un apport variable selon les groupes de richesse. Cet apport peut être calculé pour chacun des groupes.
- De toutes les manières il sera nécessaire de suivre le cours des prix des céréales principales sur les marchés au Niger. Ceci afin d'indexer les changements de prix aux interventions. Tout comme dans le cas du Sud de Tessaoua et du Centre de Zinder, cette inflation est possible et dépend de plusieurs facteurs tels que le taux de change entre le FCFA et le Naira (si le Naira continue à monter, il se peut que les stocks céréaliers du Niger soient vendus au Nigeria), le prix du carburant, etc.
- Il serait bon également d'obtenir des informations chiffrées plus précises sur les opportunités rémunératrices des ménages. Les opportunités de migration, les envois d'argent, le travail dans les mines, dans la construction et les prix des salaires journaliers devraient idéalement faire partie du suivi.

CONCLUSION GENERALE

Selon ces scénarios, les analyses de ces trois zones présentent des situations allant de préoccupantes (centre de Zinder) à très préoccupantes (Sud de Tessaoua et Maine-Soroa). Dans tous les cas, ces scénarios présentent une situation anormale.

Les populations de ces zones employant différentes stratégies de survie, la plupart néfastes pour acheter de la nourriture et couvrir leurs autres besoins de survie (migrer en plus grand nombre et plus longtemps, de façon permanente, retirer les enfants de l'école pour les faire travailler, vendre des biens productifs, s'engager dans des activités dangereuses ou illicites, réduire les rations et la diversité alimentaire sur une longue période, etc.). La façon la plus efficace de protéger les moyens d'existence est d'aider ces populations à couvrir leurs besoins de survie et en particulier, à garantir l'accès de la population à une alimentation correcte sans plus tarder (l'alimentation couvre la majorité des besoins de survie si l'on prend la définition du seuil de survie au Niger). Ceci peut être fait par de l'assistance alimentaire sous forme de transferts d'argent, de bons ou de distribution alimentaires ciblées sur les groupes très pauvres et pauvres. Le choix de ces méthodes dépend du contexte, et en particulier du marché.

Les prix de céréales au Niger sont fortement influencés par les prix au Nigeria. Il serait donc important de conduire un suivi du commerce avec le Nigeria.¹⁰ En effet, si les prix des céréales principales augmentent plus que défini dans cette analyse, il y aura un impact fort sur l'économie des ménages et les déficits actuels observés seront accrus. Il serait aussi intéressant de suivre les stratégies de survie employées par les ménages. Il se peut qu'elles deviennent de plus en plus négatives. Les opportunités de travail au long de cette année. Notre analyse repose en partie sur des estimations en ce qui concerne par exemple, le travail agricole futur, les possibilités de travail dans la construction, etc.

Comme défini ci-dessus, les aires géographiques de cette analyse ont été choisies car se situant dans les aires d'opérations de Save the Children. Ces baselines – par exemple celles de Tessaoua et Zinder, toutes deux dans la zone N05 de la carte FewNet - ne représentent pas l'ensemble de leur zone de moyens d'existence car ces zones de moyens d'existence semblent comprendre des situations très différentes en année normale à l'intérieur d'une même zone. Ces zones de moyen d'existence devraient idéalement être revues pour refléter la réalité de ces zones.

Bien que les zones situées plus au Nord ne soient pas capturées dans des baselines AEM, il serait important de contrôler la situation de ces zones par d'autres moyens, et/ou de conduire des baselines le plus rapidement possible. D'après la littérature secondaire, les zones dans lesquelles il serait intéressant de faire des baselines sont celle de Tillabéry (Nord de Ouallam ou Filingue, près de la frontière avec le Mali), Tillabéry (Sud, près de la frontière avec le Burkina Faso), de Tahoua (fortement touchée par la réduction des envois d'argent), Nguigmi

¹⁰Le Nigeria est un exportateur de céréales au Niger la plupart des années et un importateur clé de bétail du Niger. Cependant, les années de mauvaise production au Nord du Nigeria, le Nigeria qui a une forte demande est un importateur de grain du Niger, même si la production au Niger est basse. Ceci crée de l'inflation sur les prix au Niger. Cette année est considérée comme une mauvaise année au Nord du Nigeria. Les taux de changes entre le Naira du Nigeria et le FCFA doit aussi être pris en compte. En ce moment, le Naira n'est pas fort mais a tendance à monter. Une hausse de Naira pousserait d'autant plus les céréales du Niger au Nigeria.

(près de la frontière tchadienne), l'est d'Agadez, et autour de l'Air. Une baseline pour comprendre les changements potentiels suivant l'ouverture de la raffinerie a Zinder serait intéressante si/quand la population locale s'y voit offerte des possibilités de travail.

ANNEXE 1

janvier	fevrier	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre (fin de l'année de consommation agricole/agropastorale)	octobre (debut de l'année de consommation agricole/agropastorale)	novembre	decembre	
temperature et pluie												
								saison pluvieuse (peut s'accompagner d'inondations)				
						saison chaude			saison froide			
						manque d'eau						
								ennemis des cultures				
calendrier agricole												
principale saison de plantation												
								recolte				
cette année les stocks ne dureront pas jusqu'à avril. Certains groupes de richesse n'ont en déjà plus			stock de nourriture									
culture maraichere			cette année la soudure agricole commence plus tot						soudure agricole			
calendrier pastoral												
transhumance sud-nord						transhumance nord-sud						
								conditions favorables en pature et eau				
								bons termes de l'echange				
soudure pastorale commence plus tot cette année		soudure pastorale/declin de la sante animale/vente d'animaux massive										
								vente d'animaux pour les fetes				
opportunités de travail												
exode saisonnier transnational/vers les centre urbains						travail agricole preparation des terres		travail agricole lie aux recoltes				cette année l'exode commence plus tot
cette année les dettes se prendront plus tot dans l'année			prise de dettes pour la soudure									
sante/nutrition												
						plus haut risque de paludisme						
						maladie liees a l'eau						
plus haut taux de malnutrition pastoral						plus haut taux de malnutrition agricole/agropastoral						
danger d'infection au VIH au travers de l'exode saisonnier												
education												
dfin de l'année scolaire						debut de l'année scolaire						
enfants abandonnant l'école pour travailler (surtout en année difficile)												